



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRETE PREFECTORAL N° 2020 - PREF - DCSIPC-BDPC - N° 1121  
du 16 septembre 2020 portant obligation du port du masque pour les personnes de  
onze ans et plus dans les zones de forte concentration de personnes de la commune  
d'Évry-Courcouronnes dans le cadre de la lutte contre l'épidémie COVID-19**

Le Préfet de l'Essonne

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1 et L. 3136-1 ;

**Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**Vu** le décret n° 2020-1096 du 28 août 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 9 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

**Vu** le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoit KAPLAN, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne ;

**Vu** la note du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 4 août 2020 à l'attention du préfet de police de Paris, préfet de zone, sur l'évolution de la situation épidémiologique et des propositions de mesures contre la propagation du COVID-19 en Ile-de-France publiée sur le site internet de l'agence à l'adresse suivante : <https://www.ile-defrance.ars.sante.fr/coronavirus-covid-19-lars-ile-de-france-mobilisee> ;

**Vu** la proposition de la commune d'Évry-Courcouronnes sur l'adaptation locale des périmètres de port obligatoire du masque de protection dans le but d'éviter la propagation du virus ;

**Vu** l'urgence,

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 précisée par la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 sur l'émergence du Covid-19 ;

**Considérant** que la loi du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1<sup>er</sup>, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**Considérant** que sur ce fondement, les dispositions du II de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 juillet 2020 susvisé habilite le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**Considérant** que le virus affecte particulièrement le territoire du département de l'Essonne, plusieurs foyers épidémiques y ayant été recensés au cours des dernières semaines ; que les données communiquées par l'Agence régionale de santé de l'Île-de-France indiquent que le taux d'incidence est de 50.4 nouveaux cas pour 100 000 habitants le 12 septembre 2020 (période du 06 au 12 septembre 2020), en nette augmentation par rapport à la période du 18 au 24 août (47.8) et supérieur au seuil de vigilance (20 cas pour 100 000 habitants) ; que le taux de positivité des tests est pour sa part de 5.9 % au 12 septembre 2020 ; que l'aggravation rapide de la situation, analysée sur la base de ces indicateurs, laisse apparaître une circulation active du virus ; que l'Essonne est un département fortement relié à l'ensemble de la région parisienne, elle-même marquée par un taux d'incidence au-delà du seuil d'alerte et une forte dégradation ;

**Considérant** la forte concentration soit 5 351,7 personnes au km<sup>2</sup> (chiffres INSEE 2017) de la commune d'Évry-Courcouronnes, lieu à forte densité de population avec un fort brassage et croisement de population (étudiants, salariés) et le caractère très dense et les circulations importantes de personnes au sein du périmètre de l'hyper-centre d'Évry-Courcouronnes tel que présenté en annexe où le respect des gestes barrières ou de la distance d'un mètre entre deux individus ne peut être garanti (concentration de sites: Université, Centre-commercial, cité administrative...etc) ;

**Considérant** que l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, dans la note du 4 août annexée au présent arrêté et rendue publique, recommande d'étendre l'obligation du port masque dans les espaces publics entraînant de manière évidente une forte proximité des contacts, une certaine durée des contacts ainsi que des échanges entre groupes de personnes n'étant pas par ailleurs en contact (hors cercle familial ou amical), et notamment dans les marchés publics de plein air, les zones piétonnes où le respect de la distanciation est rendu difficile par la forte fréquentation ainsi qu'aux abords des gares et centres commerciaux ;

**Considérant** que le port du masque étant de nature à limiter substantiellement le risque de circulation du virus dans ces espaces publics qui se caractérisent par leur niveau élevé de fréquentation, il y a lieu de l'y rendre obligatoire ; que la violation de cette obligation est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement, et de 3750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juillet 2020 et de l'article L. 3136.1 du code de la santé publique ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** À compter du 17 septembre 2020 à 7h00 et jusqu'au 30 septembre 2020 inclus, le port du masque est obligatoire sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public pour toutes les personnes âgées de onze ans et plus lorsqu'elles accèdent entre 7h00 et 22h00 aux espaces publics de la commune d'Evry-courcouronnes inclus dans le périmètre matérialisé par une ligne discontinue rouge sur la carte figurant en annexe au présent arrêté.

**Article 2 :** L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires définies en annexe du décret du 10 juillet 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus ;
- aux personnes pratiquant des activités physiques ou sportives (vélos, trottinettes, joggeurs,...).

**Article 3 :** L'arrêté préfectoral n°2020-PREF-DCSIPC-BDPC- N°1028 du 1 septembre 2020 portant obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans les zones de forte concentration de personnes de la commune d'Evry-Courcouronnes dans le cadre de la lutte contre l'épidémie COVID-19 est abrogé.

**Article 4 :** Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>e</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

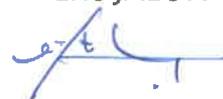
**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** Le secrétaire général, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de la commune d'Evry-Courcouronnes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et affiché aux abords des lieux concernés et consultable sur le site internet de la préfecture: <http://www.essonne.gouv.fr/>

Fait à Evry-Courcouronnes, le **16 SEP. 2020**

Le préfet,

Éric JALON



ANNEXE 1

